



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quinze le 7 juillet, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 1 juillet 2015, sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme HIMPENS, Adjoint, M. ELIAS, Mme DUBOURG, M. GABARD, Mme HOLGADO, M. CAVALEIRO, Mme LANDAIS, Mme QUERAL, M. BODIN, M. INOCENCIO, M. CASTETS, M. SABOURAUD, Mme BAYLE, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

M. CARREAU à M. GABARD, Mme FLORENTIN à M. CASTETS, M. VERDIER à Mme BAUDERE, M. LIMINIANA à Mme QUERAL, Mme BERTHIOT à M. RIMARK, M. MONMARCHON à Mme MERCHADOU, Mme LUCKHAUS à Mme HIMPENS

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme Ketty BAYLE est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 0

Pour : 0

Contre : 0

Abstention : 0

7 – DELEGATION DE SERVICE PUBLIC : PRIX ET QUALITE DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT - RAPPORT ANNUEL 2014

Le Conseil Municipal délibère à

En application des articles L 2224-5 et D 2224 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret n ° 95-635 du 6 mai 95, le Maire présente au Conseil Municipal un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement.

Dans cette optique, il vous est présenté le rapport annuel concernant l'exercice 2014.

Ce rapport est constitué à partir des éléments présents dans le rapport annuel du délégataire.

Le service public de l'assainissement est régi par un contrat d'affermage signé avec la Lyonnaise des Eaux qui est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Ce contrat porte, pour 2014, sur 2 125 clients et concerne les installations suivantes :

- 1 station d'épuration
- 11 postes de relèvement
- 29,89 Km de réseau de canalisations.
- 228 920 m³ assujettis.

Fait et prend acte en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 09/07/15
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20150707-21423-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur Francis RIMARK

